

Une question posée à cinq cinéastes

Helen Faradji, Marie-Claude Loiselle et Gérard Grugeau

Numéro 139, octobre–novembre 2008

Le cinéma français dans tous ses états

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/25271ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

24/30 I/S

ISSN

0707-9389 (imprimé)

1923-5097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Faradji, H., Loiselle, M.-C. & Grugeau, G. (2008). Une question posée à cinq cinéastes. *24 images*, (139), 18–21.

Une question posée à cinq cinéastes

Afin de prendre le pouls de ce qui anime le milieu cinématographique français à la suite de la publication du rapport du Club des 13, nous avons sollicité l'avis de cinq cinéastes en leur posant une question sur les difficultés qu'ils éprouvent dans leur pratique artistique. Entre l'indignation, la colère, la lucidité, et le besoin de comprendre et de relativiser (ou de nuancer) : regards croisés sur une réalité préoccupante qui n'a pas fini de susciter la polémique.

Croyez-vous, comme le soutient le rapport du Club des 13, que la qualité du cinéma français se soit tangiblement dégradée depuis dix ans et qu'il est de plus en plus difficile de réaliser en France des films qui affirment une vision personnelle ?

Jacques Doillon



Le premier venu (2007)

Abdellatif Kechiche

Je n'ai malheureusement pas lu le Rapport dans le détail, car toute cette histoire s'est passée au moment de la sortie de mon film (*La graine et le mulet*, ndr) et de la préparation de celui qui suivra. Mais sur la notion de qualité, même s'il ne faut pas oublier qu'elle relève de l'impression personnelle et est donc très difficile à juger, je peux néanmoins dire que je suis souvent surpris par la qualité des films français que je vois. Qu'ils soient débutants ou établis, plusieurs cinéastes dont Pascale Ferran, Arnaud Desplechin, Claire Denis, Agnès Varda, Robert

Guédiguian ou Manuel Poirier continuent à défendre leur vision du cinéma avec talent. Pour ce qui est de la production, je dirais également qu'il est toujours difficile pour un cinéaste de faire un film tel qu'il l'entend : un film censé attirer un grand public est plus facile à concevoir parce qu'il repose sur une recette. Par contre, même si je ne remets pas du tout en cause l'existence d'un cinéma grand public, je pense qu'il existe un vrai problème de diffusion et de distribution. Il y a peut-être là quelque chose à régler pour qu'un groupe de cinéastes plus

libres puisse un peu plus exister. Lorsqu'un film dit grand public sort, il prend toute la place, que ce soit dans les médias ou dans le nombre de salles qui l'accueillent. Je ne dis pas qu'il faut absolument partager de façon parfaitement équitable, mais il y a certainement là quelque chose de trop anarchique. C'est à mon sens cet équilibre et la façon dont on promeut le cinéma dans son ensemble qui doivent être repensés.

*Propos recueillis par
Helen Faradji*

En bref, un cinéma propriété de la télévision. Pas nouveau, mais avant, Canal + plaçait quelques sous aussi dans des films pas systématiquement « divertissants ». Ce n'est plus le cas aujourd'hui, ou si peu. Le service public toujours aussi prudent. Donc un film tous les quatre ou cinq ans est le tarif. Si les films de l'« empire du milieu » commencent à avoir peur, et à avoir du mal à exister, vous imaginez la panique à l'étage en dessous. Et j'habite l'étage du dessous. Et surtout, surtout le manque d'éducation, la mauvaise éducation. J'appartiens à une génération qui voyait un film au ciné-club du lycée et deux autres (plutôt bons) aux deux « ciné-clubs » de la télévision chaque semaine. En ce temps où trois chaînes seulement existaient. Aujourd'hui, comment un adolescent peut-il aimer le cinéma avec ce qui lui est proposé, pardon « imposé », entre 17 heures et 22 heures à la télévision ? Si vous mettez un bon livre dans les mains d'un enfant de huit ans, et un autre tout aussi bon à dix ans, il y a fort à parier qu'à vingt ans, il lise des livres pas nuls du tout. Ça vaut pour tout, et pour le cinéma évidemment. Donc, bien du plaisir en perspective...



La graine et le mulet (2007)

Olivier Assayas



L'heure d'été d'Olivier Assayas

Ce qui est formulé dans la question que vous posez n'est en rien mon point de vue : je trouve que le cinéma français est riche et divers. À la fois de ses classiques, de ses cinéastes confirmés et de ses débutants. À la fois au centre et dans les marges. Il a toujours été difficile de réaliser des « films qui affirment une vision personnelle » et sans doute en sera-t-il toujours ainsi, dans le contexte d'une industrie dont la nature est d'être en grande partie déterminée par un marché qui est brutal. Et c'est pour cela qu'il vaut la peine de se battre pied à pied afin de défendre l'espace toujours en danger de ce type de film. Je ne crois pas que ce soit plus difficile aujourd'hui, je crois même que c'est sensiblement plus facile dans la mesure où bien plus de sources de financement sont disponibles auprès d'un nombre accru de guichets. Il ne faut pas confondre l'évolution, les métamorphoses du tissu du cinéma, de ses spectateurs, de ses circuits, de ses valeurs, de sa lecture de sa propre histoire – où pour ma part je vois de la vitalité – avec une dégradation « tangible ».

Plus concrètement, quelle a été votre expérience de financement, de tournage et de sortie en salles depuis vos premiers films jusqu'à aujourd'hui ?

J'ai eu différentes expériences, bonnes et mauvaises, chacune étant liée à la nature intrinsèque du film et non pas à son contexte. Si, concernant l'un ou l'autre de mes films j'ai un malaise quant à la façon dont il a été diffusé, cela tient à un malentendu, ou bien à un manque de cohérence entre le film et la lecture qu'en fait le distributeur.

Pour ce qui est de l'aspect production, je ne crois pas du tout que les producteurs avec lesquels j'ai fait des films (Paulo Branco, Claude-Eric Poiroux, Georges Benayoun, Bruno Pesery, Édouard Weil, Marin et Nathanael Karmitz, Charles Gillibert) « travaillent vite et mal ». Les grands producteurs modernes, Georges de Beauregard, Jean-Pierre Rassam, Stéphane Tchaladjieff, Alain Sarde, Paulo Branco, Humbert Balsan, ont toujours été au service de la vision des

artistes, je les vois mal faire partie du « trio vertueux » dont parle le rapport des 13.

La multiplication des sources de financement, dont vous faites vous aussi mention, peut sans doute être une bonne chose, mais elle semble également augmenter les délais de réponse à un projet, de même que le nombre d'intervenants donnant leur avis sur le scénario, le montage, etc.

Les délais ne sont pas plus longs aujourd'hui qu'hier. J'ai toujours eu besoin de faire mes films dans la foulée de l'écriture et j'ai toujours trouvé le moyen (avec plus ou moins de facilité) de les déclencher au moment qui me semblait le meilleur, le plus juste du point de vue de la dynamique du projet. C'est aussi une question de budget : si on fait un film très cher, on mettra fatalement plus de temps à le financer. Les partenaires donnent leur avis sur les films. C'est normal. Pour ce qui me concerne, je dialogue avec le producteur, avec le distributeur, je considère leur avis précieux. Ça ne m'est jamais arrivé de



Nadia et les hippopotames (1999)

Il est plus difficile qu'auparavant de réaliser un film qui propose une vision personnelle, en tout cas si on souhaite en faire un qui puisse avoir sa place dans la production courante, accessible à la plupart des spectateurs, diffusé dans les cinémas ou à la télévision, visible dans l'espace public. Il me semble que ce qui a sonné une sorte de glas, c'est le désengagement des télévisions publiques du financement des films « d'auteur », mais aussi la dégradation de l'ambition de la télévision, qui a eu lieu en vagues successives. Nous avons l'impression chaque fois que ça ne pouvait pas être pire et puis, à la vague suivante, le pire devenait la norme. On peut aussi désigner plus généralement comme responsable de cet état de fait une idéologie de l'époque où l'art, la culture, l'émancipation, la raison, la connaissance, le respect de l'autre, l'égalité sont dévalorisés. L'air de la marchandisation générale, comment ne pas le respirer ? Il est partout, il imprègne les histoires que nous voulons raconter, le choix des acteurs que nous nous sentons autorisés à faire, ou la décision de faire des films dans la marge, que prennent tant d'amis. J'ai souvent l'impression que nous sommes sur une crête entre une société démocratique et une société oligarchique où ne resterait comme espoir que le despotisme éclairé. Le repli sur soi est tentant. C'est comme si nous étions poussés à devoir placer nos films d'emblée dans le supermarché ou dans le musée. L'espace commun où tous pourraient circuler se réduit comme peau de chagrin. Le cinéma n'est pas une culture sans sol. Ce qui nous arrive arrive aussi aux chercheurs, aux enseignants, aux enfants, etc. Mais où pousse le poison pousse aussi ce qui sauve. Il me semble que cette situation catastrophique a provoqué une radicalisation de certains esprits. On peut espérer se tenir un peu plus ensemble parce que le système est plus dur pour chacun. Ne nous laissons pas fasciner par ce qui nous tue, défait les liens, nous isole. Soyons attentifs au possible, au fragile aujourd'hui.

subir des pressions de la part d'autres intervenants (lesquels au juste ?) La production de mes films n'est pas plus compliquée ni plus lourde qu'elle ne l'était : de ce point de vue, rien n'a changé. Ce n'est pas une opinion. C'est un fait.

Concernant la question de l'expression d'une vision personnelle, le Rapport analyse l'impact de la création de filiales des grandes chaînes télé sur le cinéma, qui dictent plus que jamais leurs critères et imposent un formatage aux films, dont la plupart dépend de cette source de financement (sauf dans le cas des films à très petit budget). Vous ne sentez pas peser davantage aujourd'hui qu'il y a dix ou vingt ans les exigences des lois du marché sur le cinéma français et votre cinéma en particulier ?

Les filiales des chaînes de télé existent depuis plus de vingt ans ; il y a eu, en effet, de brèves périodes (fort lointaines) où elles ont été marginalement plus ouvertes à des cinéastes, et à des œuvres, plus audacieux, mais il me semble que les nuances sont négligeables : la vérité est que le cinéma ne fait plus d'audience importante à la télé depuis longtemps (à part certaines comédies très grand public et quelques films hollywoodiens). Il est donc normal (disons : dans la logique du marché) que les chaînes montent à des hauteurs absurdes les enchères sur les quelques films ayant pour elles de vrais enjeux commerciaux et qu'elles essayent de tirer les autres (ceux que la législation les contraint, contre leur gré, à financer) vers un format, une logique, qui correspondent aux habitudes de leur public (il faut ajouter que le niveau de la fiction télé française est parfaitement consternant). Il m'est arrivé quelques fois, pas souvent, d'être coproduit par des chaînes de télévision : Arte (*Une nouvelle vie*, *Clean*), TF1 (*Les destinées sentimentales*), M6 (*demonlover*), France 3 (*L'heure d'été*). Mais je n'ai jamais eu de leur part la moindre pression, sur le scénario ou sur le montage. Ni discussion en amont ni discussion en aval : la plupart du temps, je n'ai rencontré ces interlocuteurs qu'en visite de courtoisie sur le tournage ou bien le film une fois achevé. Donc : non, je ne sens pas peser aujourd'hui plus qu'hier les lois du marché sur mon cinéma. Je pense qu'il n'en est pas de même pour les cinéastes qui, pour des raisons qui leur appartiennent,

choisissent d'adapter leur cinéma à la demande réelle ou fantasmée de l'industrie et de la télévision.

Il me semble qu'il faudrait être très concret et établir une liste de films faits il y a dix ans à l'aune desquels on jugerait la production actuelle. Pour ma part, en 1998, je venais de faire *Irma Vep* (1996) pour à peu près 700 000 €, refusé par l'Avance sur recettes et toutes les chaînes de télé hertziennes, et je tournais *Fin août, début septembre* pour à peu près 1,8M €, refusé par toutes les chaînes de télé hertziennes. (Je vous rappelle qu'à cette époque, les financements régionaux, excellente alternative aux chaînes ou à l'Avance, n'existaient pas, ni le crédit d'impôts...). On est assez loin des « films du milieu ». Donc, pour ma part, j'aurais du mal à idéaliser cette période du point de vue du financement du cinéma indépendant. Pour ce qui est de ma pratique, c'est autre chose, j'étais pauvre mais tout à fait heureux de l'être.

À mon avis le débat réel du cinéma et des cinéastes n'est pas sur le terrain de la production mais sur celui de la pratique : comment et pourquoi fait-on du cinéma aujourd'hui ? Le cinéma change, le monde change, sait-on le penser ? En France, on juge qu'il suffit de ressasser de façon incantatoire l'idée d'un cinéma politique (en vérité : médiatique) pour être quitte de cette réflexion. Ce n'est pas ma façon de voir : à mon sens, le cinéma ne souffre pas d'un déficit d'argent, il souffre d'un déficit de pensée.

Je cite C.G. Jung (on ne le lit plus assez) : « L'image du monde peut changer à tout moment, de même que peut changer l'idée que nous nous faisons de nous-même. Chaque nouvelle découverte, chaque nouvelle idée, peut donner au monde un visage nouveau. Il faut en tenir compte, sinon nous sommes contraints de vivre dans un monde devenu désuet, étant nous-même un déchet démodé de stades de conscience inférieurs. Chacun finira un jour par être dépassé, mais dans l'intérêt de l'être qui vit, il importe de retarder le plus possible ce moment, et cela ne peut réussir que si nous ne laissons pas se figer notre image du monde et si au contraire nous examinons chaque idée nouvelle pour savoir si elle apporte, ou non, quelque chose de nouveau à l'image que nous nous en faisons. » Cela ne vaut pas pour approbation, ni de soi-même, ni du monde.

Propos recueillis par Marie-Claude Loisele

Catherine Breillat

Les films témoignant d'une vision personnelle sont de plus en plus rares. Aujourd'hui, ce sont les télévisions qui ordonnent. Ce n'est plus l'imagination, mais les publicitaires qui contrôlent tout. Avec eux, tout est conventionnel et on coupe les films n'importe où. Il n'y a plus d'intelligence. L'argent ne sert plus que pour les grosses conneries. Je suis sûre qu'il n'y a pas une chaîne qui passera à une heure de grande écoute le film de Pascale Ferran, *Lady Chatterley*, qui est pourtant magnifique. Il y a un formatage généralisé et on nous force à prendre des acteurs qui ne sont pas faits pour les rôles, parce que les financiers sont impressionnés par les têtes d'affiche et veulent signer avec elles. Une grande partie de l'argent passe là-dedans. Ce dirigisme de la télévision est partout. Il n'y a qu'Arte qui échappe à cela, mais la chaîne ne peut pas faire le cinéma français à elle toute seule. Arte est le seul rempart qui nous reste. Il y a aussi une raréfaction des guichets de financement. Canal Plus et TPS (télévision par satellite) exercent un monopole et c'est catastrophique. Au moins, aux États-Unis, ils ont une loi anti-trust. Ici, il n'y a de financement que pour la gauloiserie et la grosse plaisanterie française, ou alors la bonne conscience. Mais heureusement, il reste des rebelles et des besogneux obstinés, des gens libres. Bien sûr, on nous méprise parce qu'on ne fait pas assez d'entrées. On nous voit comme des cons parce qu'on

ne vise pas le pognon. L'argent défigure tout, les villes, les films. Tout est fait en série, tout se copie. La vulgarité est partout. Or on sait bien que l'argent n'a jamais fait les esthètes. Du temps où il y avait de très grands peintres, il y avait aussi de très grands mécènes. Et les peintres ne gagnaient pas d'argent. L'art, le vrai, a toujours été déficitaire. Même Orson Welles n'a pas pu financer son dernier film. Aujourd'hui, il n'y a plus de respect pour le cinéma que l'on peut appeler le septième art. Il n'y a plus de respect pour l'art en général. Il n'y a même plus de marchands d'art.

Chose certaine, le rapport du Club des 13 est absolument vrai et percutant. Mais il faudrait être beaucoup plus radical encore sur les moyens. Il faut trouver de nouveaux moyens pour assurer le financement, notamment avec Internet, qui sera la prochaine plateforme de diffusion. Les salles, c'est foutu. Elles sont d'ores et déjà obsolètes. La grosse industrie, c'est aussi la grosse bêtise. On équipe en numérique, mais les films seront piratés avant d'être vus. Et ces espaces seront réservés à *Rambo 18*. Il n'y a plus aucune invention. Nous, on n'a que la stupidité des directeurs de télé, imbus d'eux-mêmes. Et c'est l'argent des contribuables qu'ils gaspillent. Patrick de Carolis (président de France Télévisions, c.-à-d. les chaînes publiques, ndr) a quand même une certaine élégance. Pourtant, si on montre Arte aux jeunes, ils ont envie de la voir. Alors pourquoi



Une vieille maîtresse (2007)

donner à certaines personnes le privilège de diffuser des conneries, sachant que l'image est captatrice? C'est honteux politiquement et c'est une honte mitterrandienne. Les jeunes regardent les films sur Internet aujourd'hui. Il faut réfléchir sur les moyens à mettre en place pour aller chercher les revenus de l'exploitation de films sur Internet. Tant mieux, à la limite, que le rituel des salles soit révolu et que certains exploitants se prennent leurs complexes dans la gueule. De toute façon, nos films ne sont à peu près jamais présentés dans leurs salles, notre présence y est microscopique. Au moins, à Montréal, vous avez Ex-Centris qui est un complexe génial et moderne. Nous, nos complexes soi-disant modernes, ce sont des HLM de la culture. Il faudrait que nous ayons un petit frère, ou un grand frère d'Ex-Centris, à Paris. Ça, au moins, c'est un cinéma qui respecte son public.

Propos recueillis par Gérard Grugeau

Poursuivre au fil des pages



Je n'ai pas lu le pamphlet de Pascal Mérieau, cri du cœur d'un cinéphile, mais uniquement des articles qui lui ont été consacrés et qui me laissent augurer de sa pertinence. « Ce n'est pas que le cinéma ait cessé d'être un art pour n'être plus qu'une industrie, il lui arrive encore d'être un art, mais il a cessé d'être une industrie pour n'être plus qu'un commerce », écrit-il, fustigeant un cinéma passé d'une « logique de création à une logique de diffusion ».

Portrait à charge du cinéma français, l'ouvrage de Daniel Serceau recense les maux du jeune cinéma français : cinéma d'auteur

sans auteurs, films peu vus pour ce qu'ils montrent et disent vraiment, œuvres qui le plus souvent dressent un tableau gauchi de la réalité... Rien ne semble avoir grâce à ses yeux.

Si certaines remarques générales de René Prédal peuvent être assez critiques à l'égard du cinéma hexagonal, quand il aborde dans le détail la production de ces vingt dernières années il sait faire ressortir l'intérêt intrinsèque de chacune des œuvres. Il a quasiment tout vu et, ne serait-ce que pour cela, ses livres constituent un précieux aide-mémoire. Frappé comme nous tous par tout ce qui sombre dans l'oubli, il écrit : « Le cinéma d'auteur ressemble un peu à Chronos dévorant ses enfants ! »

Les enfants de ces enfants sont encore à l'université. Pour leur permettre d'approcher encore plus près de la réalité du milieu, l'université de Paris-1 organise des rencon-

tres avec des professionnels. Pierre Chevalier, Raoul Coutard, Marin Karmitz, Claude Miller et d'autres sont ainsi venus dialoguer avec les étudiants sur le thème « Filmer à petit budget ». Un livre, coordonné par les enseignants, réunit ces rencontres au cours desquelles ces personnalités se livrent plus volontiers là qu'ailleurs.

Par ailleurs, le rapport du Club des 13 a été édité chez Stock. — J.K.

Pascal Mérieau, *Cinéma : autopsie d'un meurtre*, Flammarion, 2007.

Daniel Serceau, *Symptômes du jeune cinéma français*, Cerf-Corlet, 2008.

René Prédal, *Le cinéma français des années 1990*, Armand Colin, 2008.

René Prédal, *Le cinéma français depuis 2000*, Armand Colin, 2008.

Luc Dellisse et Frédéric Sojcher (dir.), *Films à petits budgets : contrainte ou liberté ?*, Editions du Rocher, 2007.

Le Club des 13, *Le milieu n'est plus un pont mais une faille*, Stock, 2008.